



Mission régionale d'autorité environnementale
de Bourgogne-Franche-Comté

**Décision de la Mission régionale d'autorité environnementale
après examen au cas par cas
relative à la révision du zonage d'assainissement
de Velle Claire (Haute-Saône)**

N° BFC-2017-1323

**Décision après examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-18 du code de l'environnement :**

La mission régionale d'autorité environnementale,

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du Parlement européen et du Conseil relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-4 à L.122-12 et R.122-17 à R.122-24 relatifs à l'évaluation environnementale de certains plans et documents ayant une incidence notable sur l'environnement ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du conseil général de l'environnement et du développement durable qui définit les règles générales de fonctionnement des MRAe ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 mai 2016 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu la décision de la mission régionale d'autorité environnementale Bourgogne-Franche-Comté en date du 23 juin 2016 portant délégations pour la mise en œuvre de l'article R. 122-18 du code de l'environnement (examens au « cas par cas ») ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° BFC-2017-1323 reçue le 19 septembre 2017, portant sur la révision du zonage d'assainissement de Velleclaire (70) ;

Vu l'avis de l'Agence Régionale de Santé en date du 6 octobre 2017 ;

1. Caractéristiques du document :

Considérant que le document consiste en la révision du zonage d'assainissement de la commune de Velleclaire (70) qui comptait 111 habitants en 2013 pour une superficie de 413 hectares ;

Considérant qu'il relève de la rubrique n°4 du II de l'article R.122-17 du code de l'environnement soumettant à l'examen au cas par cas préalable à la réalisation d'une évaluation environnementale les zonages d'assainissement prévus aux 1° à 4° de l'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales ;

Considérant la situation actuelle qui se présente ainsi :

- la commune de Velleclaire relève d'un Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) approuvé en 2016 ;
- la commune relève d'un zonage d'assainissement approuvé en 2013, s'appuyant sur le Schéma Directeur d'Assainissement réalisé en 2012, qui place les 43 habitations du bourg en assainissement collectif et les deux habitations du hameau des Malbuissons en assainissement autonome ;

- la commune ne possède aucun système de traitement collectif des eaux usées, un réseau de collecte d'eaux pluviales sert d'exutoire à une partie des effluents pré-traités des systèmes d'assainissement autonome et se déverse dans une perte karstique ;
- Parmi les 45 habitations de la commune, 3 habitations possèdent un système d'assainissement autonome conforme ;

Considérant que le projet de révision du zonage d'assainissement vise à s'adapter aux difficultés rencontrées par la commune pour la mise en œuvre du zonage d'assainissement collectif, en plaçant l'ensemble des habitations en assainissement autonome.

2. Caractéristiques des incidences et de la zone susceptible d'être touchée :

Considérant que les habitations du hameau des Malbuissons se situent dans le périmètre de protection éloignée de la source Saint-Vincent, les autres habitations se situant en dehors de tout périmètre de protection de captage d'eau potable ;

Considérant que le territoire communal comporte une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type 1 « Pelouse du Sauvillot » et une ZNIEFF de type 2 « Les Monts de Gy » et qu'il se situe à 5 kilomètres du site Natura 2000 « Réseau de cavités à minioptères de Schreibers en Franche-Comté » et à 15 kilomètres des sites Natura 2000 « Vallée de la Saône » ;

Considérant que malgré des terrains plutôt défavorables à l'assainissement autonome pour une partie des habitations, le dossier indique qu'une solution technique existe pour chacune des habitations ; les dispositifs d'assainissement non collectif devant faire l'objet de contrôles réguliers par le SPANC ainsi que, si nécessaire, d'une mise en conformité ; les dispositifs des habitations du hameau des Malbuissons devant être contrôlés prioritairement et mis en conformité ;

Considérant qu'au regard de ces sensibilités potentielles, le projet de révision de zonage d'assainissement ne semble pas susceptible d'avoir des incidences négatives notables sur l'environnement et la santé ;

DECIDE

Article 1^{er}

La révision du zonage d'assainissement de Velleclair (70) n'est pas soumise à évaluation environnementale en application de la deuxième section du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2

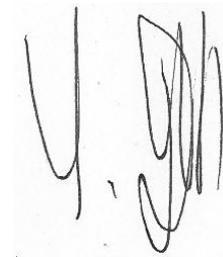
La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-18 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le document peut être soumis.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site Internet des missions régionales d'autorité environnementale.

Fait à Dijon, le 16 novembre 2017

Pour la Mission régionale d'autorité environnementale
Bourgogne-Franche-Comté et par délégation, le président



Philippe DHÉNEIN

Voies et délais de recours

Les décisions de dispense peuvent faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de leur notification ou de leur mise en ligne sur internet.

Les décisions dispensant d'évaluation environnementale ne constituent pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elles ne peuvent faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elles sont susceptibles d'être contestées à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision approuvant le projet.

Les décisions soumettant à évaluation environnementale peuvent faire l'objet d'un recours gracieux dans les mêmes conditions. Elles peuvent faire l'objet d'un recours contentieux qui doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision, ou dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux.

Où adresser votre recours ?

Recours gracieux :

Monsieur le Président la Mission régionale d'autorité environnementale de Bourgogne-Franche-Comté
Conseil général de l'environnement et du développement durable
57 rue de Mulhouse
21033 DIJON Cedex

Recours contentieux :

Monsieur le Président du tribunal administratif de Dijon
22 rue d'Assas
21000 DIJON